



C/49/12

ORIGINAL : anglais

DATE : 29 juillet 2015

**UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**

Genève

**CONSEIL****Quarante-neuvième session ordinaire  
Genève, 29 octobre 2015**

## ÉTATS FINANCIERS POUR 2014

*Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Les états financiers de l'UPOV au 31 décembre 2014 et le rapport d'audit sont communiqués au Conseil conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/4), qui prévoit que le Conseil examine et approuve les états financiers. Les états financiers pour 2014 figurent dans l'annexe du présent document. Le document C/49/13 contient le rapport du vérificateur externe des comptes.
2. Les états financiers pour 2014 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers pour 2014 constituent la troisième série d'états financiers établis conformément aux normes IPSAS.
3. *Le Conseil est invité à examiner et approuver les états financiers pour 2014.*

[L'annexe suit]

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

États financiers pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014

Table des matières

INTRODUCTION .....	2
RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE .....	2
Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS .....	2
Performance financière .....	3
Situation financière .....	3
Performance budgétaire .....	4
ÉTAT I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	6
ÉTAT II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE.....	7
ÉTAT III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS .....	8
ÉTAT IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	9
ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS.....	10
NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS.....	11
Note 1 : Objectifs, gouvernance et budget de l'Union.....	11
Note 2 : Principales méthodes comptables.....	12
Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	16
Note 4 : Comptes débiteurs .....	16
Note 5 : Matériel .....	17
Note 6 : Prestations au personnel.....	18
Note 7 : Encaissements par anticipation.....	22
Note 8 : Autres passifs courants .....	22
Note 9 : Transactions avec une partie liée.....	22
Note 10 : Fonds de réserve et fonds de roulement.....	23
Note 11 : Rapprochement entre l'état de comparaison budgétaire (état V) et l'état de la performance financière (état II) .....	24
Note 12 : Recettes.....	25
Note 13 : Dépenses.....	25
Note 14 : Instruments financiers .....	25
Note 15 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers .....	28
Note 16 : Information sectorielle .....	28

## INTRODUCTION

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014 sont présentés au Conseil de l'UPOV conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/4).

### Article 6.5

- 1) Le secrétaire général soumet les états financiers annuels pour chaque année civile de l'exercice financier au vérificateur externe des comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'année civile correspondante.
  - 2) Dans les huit mois suivant la fin de chaque année civile, le secrétaire général présente au Conseil les états financiers annuels et le rapport de vérification des comptes du vérificateur externe des comptes.
  - 3) Le Conseil examine les états financiers annuels. Il peut identifier des modifications quant à la part de l'UPOV dans les dépenses communes, s'il trouve que cette part n'a pas été correctement évaluée ou arrêtée par le secrétaire général. Dans ce cas, après avoir consulté le Comité de coordination de l'OMPI, le Conseil fixe le montant de la contribution définitive.
  - 4) Le Conseil approuve les états financiers annuels, après leur vérification au sens de l'article 24 de la Convention de 1961, de l'article 25 de l'Acte de 1978 et de l'article 29.6) de l'Acte de 1991.
2. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2014, ainsi que son opinion sur les états financiers, sont également présentés au Conseil de l'UPOV conformément aux dispositions de l'article 6.5 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV.
  3. Les états financiers pour 2014 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption par l'UPOV des normes IPSAS dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Cette décision a conduit au remplacement des normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS), appliquées auparavant, par les normes IPSAS qui sont reconnues au niveau international. Les états financiers pour 2014 constituent la troisième série d'états financiers de l'UPOV préparés conformément aux normes IPSAS.

## RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE

### PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS DÉCOULANT DE L'ADOPTION DES NORMES IPSAS

4. Les normes IPSAS requièrent l'application de la comptabilité d'exercice intégrale. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent. Cela signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.
5. Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l'UPOV a le droit de recevoir la contribution. En cas d'arriérés de contributions, un solde des sommes exigibles est présenté, mais le solde total est réduit afin de tenir compte des montants encore dus sur des périodes antérieures. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l'UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.
6. La valeur des futures prestations (par exemple les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)) que les fonctionnaires de l'UPOV ont gagnées mais qu'ils n'ont pas encore perçues, est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d'emploi du personnel.
7. L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux

états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

8. Les normes IPSAS imposent d'inclure des informations plus détaillées dans les notes des états financiers pour des besoins de transparence. À cette fin, l'UPOV fournit des informations relatives à la rémunération de ses principaux dirigeants.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE

9. Les résultats de l'UPOV pour l'année ont affiché un excédent de 118 110 francs suisses pour un total des recettes de 3 515 087 francs suisses et un total des dépenses de 3 396 977 francs suisses. Ces résultats peuvent être comparés à ceux de 2013, avec un excédent de 107 008 francs suisses, un total des recettes de 3 750 438 francs suisses et un total des dépenses de 3 643 430 francs suisses.
10. Les états financiers fournissent le détail de la performance financière par secteur dans les informations sectorielles, comme le montre le récapitulatif ci-dessous :

**Tableau 1. Récapitulatif de la performance financière par secteur**

	Programme et budget ordinaire 2014	Fonds fiduciaires 2014	Transferts intersectoriels 2014	TOTAL UPOV 2014	TOTAL UPOV 2013
<i>(en francs suisses)</i>					
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	3 384 297	147 793	-17 003	3 515 087	3 750 438
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	3 266 187	147 793	-17 003	3 396 977	3 643 430
<b>EXCÉDENT POUR L'ANNÉE :</b>	<b>118 110</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>118 110</b>	<b>107 008</b>

11. Les activités de l'UPOV sont financées principalement par deux sources : les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires). Les contributions de 3 333 778 francs suisses représentent approximativement 94,8% du total des recettes de l'UPOV en 2014. Les recettes comptabilisées provenant des contributions extrabudgétaires (fonds fiduciaires) se sont élevées à 147 765 francs suisses pour l'année, soit 4,2% du total des recettes. L'UPOV présente également des soldes à hauteur de 249 866 francs suisses provenant des contributions reçues d'avance. Ces soldes apparaissent actuellement en tant que passifs, mais devraient être comptabilisés comme des produits pour l'année à laquelle ils se rapportent.
12. Les dépenses de personnel s'élèvent à 2 134 016 francs suisses et représentent 62,8% des 3 396 977 francs suisses du total des dépenses pour l'année 2014. Comme cela a déjà été souligné, la comptabilité d'exercice, en ce qui concerne les avantages postérieurs à l'emploi et autres prestations dues au personnel à long terme, impose que le coût de ces régimes soit comptabilisé à mesure que les avantages sont acquis par le personnel, et non selon la méthode des décaissements effectifs. Le coût total des intérêts et des services pour l'année au titre de l'assurance maladie et des primes de rapatriement s'élève à 96 387 francs suisses. Cette méthode permet à l'UPOV de mieux rendre compte du coût réel de l'emploi de son personnel sur une base annuelle.

## SITUATION FINANCIÈRE

13. L'UPOV enregistre un actif net de 1 864 071 francs suisses au 31 décembre 2014, contre 1 744 294 francs suisses à la fin de 2013. La situation financière de l'UPOV par secteur peut être récapitulée comme suit :

**Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière par secteur**

	Programme et budget ordinaire 2014	Fonds fiduciaires 2014	Transferts intersectoriels 2014	TOTAL UPOV 2014	TOTAL UPOV 2013
<i>(en francs suisses)</i>					
<b>ACTIF TOTAL</b>	4 335 086	684 318	-204 468	4 814 936	3 896 303
<b>PASSIF TOTAL</b>	2 471 015	684 318	-204 468	2 950 865	2 152 009
<b>ACTIF NET</b>	<b>1 864 071</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 864 071</b>	<b>1 744 294</b>

14. Le fonds de roulement net (actifs courants moins passifs courants) de l'UPOV s'élève à 2 989 264 francs suisses au 31 décembre 2014 (2 799 189 francs suisses au 31 décembre 2013). Les soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie ont enregistré une hausse, passant de 3 728 930 francs suisses au 31 décembre 2013 à 4 790 460 francs suisses au 31 décembre 2014.
15. Le montant total des contributions à recevoir au 31 décembre 2014 s'élevait à 23 446 francs suisses, contre 167 248 au 31 décembre 2013. La diminution des contributions à recevoir est due à un solde des sommes exigibles de fonds extrabudgétaires en 2013 (fonds fiduciaires) qui a été ultérieurement payé en janvier 2014.
16. Le passif total afférent aux prestations au personnel s'élève à 1 300 232 francs suisses au 31 décembre 2014, contre 1 207 420 au 31 décembre 2013. Pour les passifs liés aux prestations d'assurance maladie après la cessation de service et aux primes de rapatriement, des évaluations actuarielles ont été utilisées. Le principal passif, qui concerne le financement de l'AMCS, s'élève à 1 013 630 francs suisses au 31 décembre 2014. Ce montant indique une augmentation de 45 815 francs suisses par rapport au solde arrêté au 31 décembre 2013.

#### PERFORMANCE BUDGÉTAIRE

17. Le budget de l'UPOV continue d'être établi selon une méthode de comptabilité modifiée et est présenté dans les états financiers sous l'État V, État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels. Afin de faciliter la comparaison entre le budget et les états financiers établis selon les normes IPSAS, des rapprochements entre le budget et l'état de la performance financière figurent dans les notes complémentaires relatives aux états financiers.
18. Le budget pour l'année 2014 indiquait des recettes et des dépenses à hauteur de 3 397 000 francs suisses. Ce chiffre est à comparer aux recettes et aux dépenses effectives sur une base comparable (avant fonds fiduciaires et ajustements IPSAS) de 3 384 297 francs suisses et 3 275 087 francs suisses, respectivement. Les principales variations entre le budget 2014 et les chiffres effectifs sur une base comparable sont expliquées dans les paragraphes suivants.
19. Contributions : les recettes effectives provenant des contributions réelles ont été de 3 333 778 francs suisses, ce qui est conforme au budget, qui se fonde sur les contributions de 71 membres de l'Union en 2014.
20. Intérêt : les recettes effectives provenant des intérêts se sont élevées à 14 529 francs suisses, globalement conformes aux 10 000 francs suisses prévus. Le taux d'intérêt moyen perçu sur les fonds placés auprès du Département fédéral suisse des finances (DFF) était de 0,421% en 2014.
21. Ressources en personnel : les dépenses effectives pour 2014 ont été de 2 142 916 francs suisses, conformes aux 2 212 000 francs suisses prévus. La situation de 2014 rend compte du retour au travail à 50% d'un membre du personnel après un congé de maternité et du recrutement d'un fonctionnaire temporaire pour le projet de système de dépôt électronique des demandes.
22. Voyages et bourses : les dépenses effectives se sont élevées à 283 048 francs suisses, globalement conformes aux 295 000 francs suisses prévus pour 2014.
23. Services contractuels : les dépenses effectives pour les services contractuels en 2014 ont été de 217 362 francs suisses, légèrement en dessous des 238 000 francs suisses prévus. Le budget

prévoyait l'organisation d'un événement parallèlement à la réunion d'octobre 2014 du Conseil de l'UPOV. Toutefois, aucun événement n'a été organisé, par conséquent les coûts effectifs des conférences et des publications ont été plus faibles que prévus.

24. Dépenses de fonctionnement : les dépenses effectives se sont élevées à 621 511 francs suisses, ce qui est globalement conforme aux 633 000 francs suisses prévus.
25. Autres dépenses : en 2014, les autres dépenses relatives aux fournitures, au mobilier et au matériel se sont élevées à 10 250 francs suisses et ont été inférieures au montant prévu de 19 000 francs suisses. La différence tient au fait qu'aucune dépense pour des fournitures ou du mobilier n'a été effectuée en 2014.

**ÉTAT I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**au 31 décembre 2014**  
(en francs suisses)

		31 décembre 2014	31 décembre 2013
<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>		
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	4 790 460	3 728 930
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	23 446	167 248
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	1 030	125
		<u>4 814 936</u>	<u>3 896 303</u>
<b>Actifs non courants</b>			
Matériel	5	-	-
		<u>-</u>	<u>-</u>
<b>ACTIF TOTAL</b>		<b><u>4 814 936</u></b>	<b><u>3 896 303</u></b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Prestations au personnel	6	175 039	152 525
Avances	7	719 376	402 648
Autres passifs courants	8	931 257	541 941
		<u>1 825 672</u>	<u>1 097 114</u>
<b>Passifs non courants</b>			
Prestations au personnel	6	1 125 193	1 054 895
		<u>1 125 193</u>	<u>1 054 895</u>
<b>PASSIF TOTAL</b>		<b><u>2 950 865</u></b>	<b><u>2 152 009</u></b>
Fonds de réserve	10	1 322 393	1 204 283
Fonds de roulement	10	541 678	540 011
<b>ACTIF NET</b>		<b><u>1 864 071</u></b>	<b><u>1 744 294</u></b>

**ÉTAT II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014**  
*(en francs suisses)*

	<b>Note</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>RECETTES</b>	12		
Contributions		3 333 778	3 323 050
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		147 765	395 128
Recettes des publications		270	-
Recettes des placements		14 557	17 523
Autres/divers recettes		18 717	14 737
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>3 515 087</b>	<b>3 750 438</b>
<b>DÉPENSES</b>	13		
Dépenses de personnel		2 134 016	2 077 237
Voyages et bourses		413 738	584 920
Services contractuels		217 362	336 686
Dépenses de fonctionnement		621 611	622 033
Fournitures		10 250	22 554
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>		<b>3 396 977</b>	<b>3 643 430</b>
<b>EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'ANNÉE</b>		<b>118 110</b>	<b>107 008</b>



**ÉTAT III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014**  
*(en francs suisses)*

	Note	Fonds de réserve	Fonds de roulement	Actif net Total
<b>Actif net au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>		<b>1 097 275</b>	<b>540 011</b>	<b>1 637 286</b>
Montants comptabilisés directement dans l'actif net		-	-	-
Excédent pour l'année 2013		107 008	-	107 008
<b>Actif net au 31 décembre 2013</b>	10	<b>1 204 283</b>	<b>540 011</b>	<b>1 744 294</b>
Montants comptabilisés directement dans l'actif net		-	1 667	1 667
<b>Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2014</b>		<b>-</b>	<b>1 667</b>	<b>1 667</b>
Excédent pour l'année 2014 en cours		118 110		118 110
<b>Actif net au 31 décembre 2014</b>	10	<b>1 322 393</b>	<b>541 678</b>	<b>1 864 071</b>

**ÉTAT IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014**  
*(en francs suisses)*

	Note	2014	2013
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>			
Excédent pour l'année	État II	118 110	107 008
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	6	92 812	60 426
(Augmentation) diminution des créances	4	142 897	-95 204
Augmentation (diminution) des avances/compte clients	7	316 728	-40 488
Augmentation (diminution) des comptes créanciers		-	-1 162
Augmentation (diminution) d'autres passifs	8	389 316	382 313
<b>Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles</b>		<b>1 059 863</b>	<b>412 893</b>
<b>Flux de trésorerie des activités de placement</b>			
Acquisition de matériel	5	-	-
Cession de matériel	5	-	-
<b>Flux de trésorerie nets des activités de placement</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>			
Contributions et fonds de roulement		1 667	-
<b>Flux de trésorerie nets des activités de financement</b>		<b>1 667</b>	<b>-</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>1 061 530</b>	<b>412 893</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année</b>	3	<b>3 728 930</b>	<b>3 316 037</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année</b>	3	<b>4 790 460</b>	<b>3 728 930</b>

**ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014**  
(en milliers de francs suisses)

	Budget original 2014 (1)	Budget final 2014 (1)	Montants effectifs sur une base comparable 2014	Différence 2014 (2)
<b>Recettes</b>				
Contributions	3 339	3 339	3 334	-5
Publications	5	5	-	-5
Intérêts	10	10	14	4
Autre	43	43	36	-7
<b>Total des recettes</b>	<b>3 397</b>	<b>3 397</b>	<b>3 384</b>	<b>-13</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses de personnel	2 212	2 212	2 143	-69
Voyages et bourses	295	295	283	-12
Services contractuels	238	238	217	-21
Dépenses de fonctionnement	633	633	622	-11
Fournitures	10	10	10	-
Mobilier et matériel	9	9	-	-9
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 397</b>	<b>3 397</b>	<b>3 275</b>	<b>-122</b>
<b>Résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>109</b>	<b>109</b>
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			303	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire (3)			9	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires (3)			-303	
<b>Excédent net après ajustements IPSAS (État II)</b>			<b>118</b>	

- 1) Représente la première année du budget approuvé pour l'exercice biennal 2014-2015.
- 2) Représente l'écart entre le budget final (révisé) et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS).
- 3) Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 11 des présents états financiers.

## NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

### NOTE 1 : OBJECTIFS, GOUVERNANCE ET BUDGET DE L'UNION

L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a pour mission de mettre en place et promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous.

L'UPOV a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "Convention UPOV"), qui a été signée à Paris en 1961. La Convention est entrée en vigueur en 1968. Elle a été révisée à Genève en 1972, 1978 et 1991. L'Acte de 1991 est entré en vigueur le 24 avril 1998. Conformément à la Convention UPOV, l'Union a pour principaux objectifs :

- de mettre en place et de perfectionner la base juridique, administrative et technique d'une coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales;
- d'aider les États et les organisations à établir des lois et mettre en œuvre un système efficace de protection des variétés végétales; et
- de renforcer la sensibilité et la compréhension du public à l'égard du système UPOV de protection des variétés végétales.

Conformément à l'article 25 de l'Acte de 1991 et à l'article 15 de l'Acte de 1978, le Conseil et le Bureau de l'Union sont les organes permanents de l'UPOV.

Le Conseil est l'organe directeur de l'UPOV et est composé des représentants des membres de l'Union. Le Conseil a pour mission de sauvegarder les intérêts et de favoriser le développement de l'UPOV, d'adopter son programme de travail et son budget et de prendre toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'UPOV. Il se réunit en session ordinaire une fois par an; il peut aussi être convoqué en session extraordinaire. Le Conseil a créé plusieurs organes qui se réunissent une ou deux fois par an.

Le Bureau de l'Union assure le secrétariat de l'UPOV et est dirigé par le secrétaire général. Les fonctionnaires du Bureau de l'UPOV, en dehors du secrétaire général adjoint lui-même, sont placés sous la direction du secrétaire général adjoint de l'UPOV. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une institution spécialisée des Nations Unies. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Le secrétaire général adjoint est chargé de la réalisation des résultats escomptés tels qu'ils sont indiqués dans le programme et budget approuvé. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte.

L'UPOV est financée par les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) des membres de l'Union. L'UPOV exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal. Le programme et budget proposé contient les estimations des recettes et des dépenses de l'exercice financier auquel il se rapporte. Il est soumis par le secrétaire général au Comité consultatif pour discussion, observations et recommandations, ainsi que pour d'éventuelles modifications. Le Conseil adopte le programme et budget après examen du programme et budget proposé et des recommandations du Comité consultatif.

## **NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **Convention utilisée pour la préparation**

Ces états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente pendant tout l'exercice. Les états respectent les exigences des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Ces états financiers sont élaborés pour la troisième fois conformément aux normes IPSAS.

### **Monnaie étrangère**

La monnaie fonctionnelle de l'UPOV est le franc suisse et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon le taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'UPOV, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

### **Information sectorielle**

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations financières séparées. À l'UPOV, l'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour deux secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; et 2) les fonds fiduciaires.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### **Créances**

Les contributions sont comptabilisées dans les produits au début de l'année financière. Une indemnité pour pertes est comptabilisée, égale aux arriérés de contributions pour les années antérieures à l'année en cours.

### **Stocks**

Les stocks peuvent comprendre la valeur des publications destinées à la vente et des publications distribuées gratuitement. La valeur totale des publications finies est déterminée sur la base d'un coût moyen par page imprimée (hors coût de commercialisation et de distribution), multiplié par le nombre de pages des publications dans les stocks, ajusté pour rendre compte du plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur des publications qui sont retirées de la vente ou de la distribution gratuite est déduite au cours de l'année dans laquelle elles deviennent obsolètes.

Un stock permanent est conservé en ce qui concerne les publications pour la vente et des échantillonnages sont réalisés tout au long de l'année pour vérifier le niveau des stocks. À la fin de chaque année, les articles retirés du catalogue des publications pour la vente ou la distribution gratuite, ainsi que les articles pour lesquels il est prévu qu'il n'y aura aucune autre distribution gratuite ou vente prévue, sont retirés des stocks et leur valeur est ramenée à zéro.

### **Immobilisation**

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 5000 francs suisses. L'amortissement est déduit de manière à amortir la totalité du coût des immobilisations sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode linéaire sur la base suivante :

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Communications et équipement informatique	5 ans
Meubles et mobilier	10 ans

Les valeurs comptables des immobilisations sont examinées pour toute dépréciation résultant d'événements ou de changements indiquant que la valeur comptable de l'actif n'est pas recouvrable. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, le cas échéant, la dépréciation. Toute dépréciation figure dans l'état de la performance financière. Les immobilisations actuellement détenues par l'UPOV ont une valeur nette comptable équivalente à zéro.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées.

Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la base des coûts encourus pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les coûts directement liés au développement de logiciels destinés à être utilisés par l'UPOV sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels. Au 31 décembre 2014, aucun coût n'a été comptabilisé comme immobilisation incorporelle.

L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie limitée, à des taux qui passeront par profits et pertes le coût ou la valeur des actifs au cours de leur durée d'utilité. La durée d'utilité des principales catégories d'immobilisations incorporelles est estimée comme suit :

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Logiciels acquis à l'extérieur	5 ans
Logiciels mis au point en interne	5 ans
Licences et droits	Durée de la licence/du droit

### Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service et aux avantages au titre de la cessation de service (primes de rapatriement et voyage), définies par un actuaire indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés selon la méthode du corridor et sont amortis sur le nombre moyen d'années de service restant du personnel en activité. En outre, des provisions sont constituées pour la somme cumulée des congés annuels et des heures supplémentaires réalisées mais non payées à la date d'établissement des états financiers.

En application de l'Accord OMPI/UPOV du 26 novembre 1982, les fonctionnaires de l'UPOV participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse des pensions est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Comme indiqué à l'article 3.b) du règlement de la Caisse des pensions, peuvent s'affilier à la Caisse des pensions les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations affiliées, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la caisse entre les différentes organisations participantes. L'UPOV et la Caisse, tout comme d'autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UPOV en ce qui concerne les obligations relatives à des prestations définies, les actifs et les coûts relatifs à des prestations définies, de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'UPOV l'a donc comptabilisée comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 25. Les contributions de l'UPOV à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

## **Provisions**

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite née d'un événement passé, qu'il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

## **Comptabilisation des produits**

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte la contribution.

Les contributions de services en nature ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

## **Comptabilisation en charges**

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

## **Instruments financiers**

### ***Actifs financiers***

Comptabilisation et évaluation initiale :

Les actifs financiers qui relèvent de la norme IPSAS 29 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* sont classés comme des actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, des prêts et comptes créanciers, des investissements détenus jusqu'à leur échéance finale ou des actifs financiers disponibles à la vente, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses actifs financiers à leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers de l'UPOV comprennent les liquidités, les dépôts à court terme et les comptes créanciers.

Évaluation postérieure :

L'évaluation ultérieure des actifs financiers est fonction de leur classification.

### ***Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit***

Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis à des fins de vente ou de rachat dans le court terme. Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit sont comptabilisés dans l'état de la situation financière à juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

### ***Prêts et emprunts***

Les prêts et comptes créanciers sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixés ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après une évaluation initiale, ces actifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif, moins la dépréciation. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt en vigueur. Les pertes provenant de la dépréciation sont comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

Décomptabilisation :

L'UPOV décomptabilise un actif financier ou, selon le cas, une partie d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires lorsque les droits de recevoir des liquidités de l'actif ont expiré ou sont levés.

Dépréciation d'actifs financiers :

L'UPOV vérifie à chaque date de clôture s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier ou qu'un groupe d'actifs financiers est déprécié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est considéré comme déprécié si et uniquement si il y a des indications objectives de dépréciation comme suite à un ou

plusieurs événements qui se sont produits après la comptabilisation initiale de l'actif (un "événement de perte" encouru) et si cet événement a un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peut être estimé de manière fiable.

### ***Passifs financiers***

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les passifs financiers qui relèvent de la norme IPSAS 29 sont classés comme des passifs financiers à juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit ou de prêts et d'emprunts, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses passifs financiers à la comptabilisation initiale. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et, dans le cas des prêts et des emprunts, aux coûts de transaction directement imputables. Les passifs financiers de l'UPOV comprennent les dettes commerciales et autres créances.

Évaluation ultérieure :

L'évaluation ultérieure des passifs financiers est fonction de leur classification.

#### ***Passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit***

Les passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale comme étant à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis pour être vendus dans le court terme. Les gains ou pertes au titre de passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit.

#### ***Prêts et emprunts***

Après une comptabilisation initiale, les prêts et les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit lorsque les passifs sont décomptabilisés ainsi qu'au moyen de la procédure d'amortissement de la méthode de l'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes et coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation :

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation qui en relève a été payée ou annulée ou lorsqu'elle expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur dans des conditions très différentes, ou lorsque les conditions d'un passif existant sont considérablement modifiées, un tel échange ou une telle modification est traité comme une décomptabilisation du passif originel et la comptabilisation d'un nouveau passif et la différence des valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'excédent ou le déficit.

### **Changements dans les politiques et estimations comptables**

L'UPOV comptabilise de manière rétroactive les effets des changements dont est l'objet la politique comptable. Ces effets sont appliqués de manière prospective si l'application rétrospective s'avère difficile.

### **Utilisation d'estimations**

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'assurance maladie finançant des prestations définies et d'autres obligations relatives aux prestations au personnel post-emploi (dont la valeur est calculée par un actuair indépendant), le risque financier portant sur des comptes de débiteurs, les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.



**NOTE 3 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>(en francs suisses)</i>		
Dépôts bancaires	349 509	308 821
Fonds placés auprès de l'AFF	3 419 433	2 653 708
<b>Total de la trésorerie disponible</b>	<b>3 768 942</b>	<b>2 962 529</b>
Fonds placés auprès de l'AFF fonds de roulement soumis à restriction	541 678	543 026
Dépôts bancaires fonds fiduciaires soumis à restriction	479 840	223 375
<b>Total de la trésorerie soumise à restriction</b>	<b>1 021 518</b>	<b>766 401</b>
<b>TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>4 790 460</b>	<b>3 728 930</b>

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat, des comptes rémunérés et des produits à court terme (dépôts à 90 jours). Le taux d'intérêt moyen servi sur des comptes et des placements rémunérés détenus auprès de l'Administration fédérale des finances (AFF) a été de 0,421% en 2014. Suite à la mise en œuvre de nouvelles dispositions par l'AFF concernant l'ouverture et la tenue de comptes de dépôt, à compter de la fin de 2015, l'UPOV ne pourra plus détenir de tels comptes auprès d'elle.

Les soldes de fonds de roulement sont considérés comme étant soumis à restrictions, bien que les intérêts perçus sur les soldes de fonds de roulement soient ajoutés aux fonds propres de l'UPOV. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, les soldes non soumis à restrictions et les soldes soumis à restriction détenus par l'UPOV auprès de l'AFF ont été placés sur le même compte. Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

**NOTE 4 : COMPTES DÉBITEURS**

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>(en francs suisses)</i>		
<b>Créances à recevoir d'opérations sans contrepartie directe</b>		
Contributions	23 446	12 447
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	154 801
	<u>23 446</u>	<u>167 248</u>
<b>Créances à recevoir d'opérations avec contrepartie directe</b>		
Impôts suisses remboursables	1 030	125
	<u>1 030</u>	<u>125</u>
<b>TOTAL DES COMPTES DÉBITEURS</b>	<b>24 476</b>	<b>167 373</b>

Les contributions sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contribution de l'UPOV. Le montant de la contribution annuelle de chaque membre de l'Union est calculé selon le nombre d'unités de contributions qui lui est appliqué (article II de l'Acte de 1972, article 26 de l'Acte de 1978 et article 29 de l'Acte de 1991 de la Convention). Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'année de clôture.

**NOTE 5 : MATÉRIEL**

Tout le matériel répertorié dans les stocks est évalué au coût diminué de l'amortissement des coûts sur une base linéaire. Meubles et mobilier sont amortis sur une durée d'utilité de 10 ans. Tous les autres équipements sont amortis sur une durée d'utilité de cinq ans.

<b>Mouvements en 2014</b>	<b>Matériel</b>	<b>Meubles et mobilier</b>	<b>Total</b>
<i>(en francs suisses)</i>			
<b>31 décembre 2013</b>			
Valeur comptable brute	5 975	-	<b>5 975</b>
Amortissement cumulé	-5 975	-	<b>-5 975</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-
<b>Mouvements en 2014</b>			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisations	-	-	-
Amortissement	-	-	-
<b>Total des mouvements en 2014</b>	-	-	-
<b>31 décembre 2014</b>			
Valeur comptable brute	5 975	-	<b>5 975</b>
Amortissement cumulé	-5 975	-	<b>-5 975</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-

<b>Mouvements en 2013</b>	<b>Matériel</b>	<b>Meubles et mobilier</b>	<b>Total</b>
<i>(en francs suisses)</i>			
<b>31 décembre 2012</b>			
Valeur comptable brute	5 975	-	<b>5 975</b>
Amortissement cumulé	-5 975	-	<b>-5 975</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-
<b>Mouvements en 2013</b>			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisations	-	-	-
Amortissement	-	-	-
<b>Total des mouvements en 2013</b>	-	-	-
<b>31 décembre 2013</b>			
Valeur comptable brute	5 975	-	<b>5 975</b>
Amortissement cumulé	-5 975	-	<b>-5 975</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-

**NOTE 6 : PRESTATIONS AU PERSONNEL**

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
	(en francs suisses)	
Congés annuels - postes	34 962	29 551
Congés annuels - agents temporaires	3 438	-
Prime de rapatriement et voyages	19 868	16 127
Congés dans les foyers non pris	4 635	-
Heures supplémentaires cumulées	7 929	14 533
Indemnités pour frais d'études	15 329	12 054
Assurance maladie après la cessation de service	88 878	80 260
<b>Total des obligations courantes pour prestations au personnel</b>	<b>175 039</b>	<b>152 525</b>
Congés annuels	95 124	75 967
Prime de rapatriement et voyages	105 317	91 373
Assurance maladie après la cessation de service	924 752	887 555
<b>Total des obligations non courantes pour prestations au personnel</b>	<b>1 125 193</b>	<b>1 054 895</b>
<b>TOTAL DES OBLIGATIONS POUR PRESTATIONS AU PERSONNEL</b>	<b>1 300 232</b>	<b>1 207 420</b>

Prestations au personnel :

*Les prestations au personnel à court terme* incluent le traitement, les allocations et indemnités, les primes d'affectation et les indemnités pour frais d'études pour les enfants à charge, les jours de congé annuel rémunéré, les droits à congé de maladie rémunéré, l'assurance accidents et l'assurance-vie.

*Les prestations post-emploi* comprennent les prestations versées pour cessation de service, à savoir les primes de rapatriement, les frais de voyage du rapatriement et l'envoi des effets personnels et l'assurance maladie après la cessation de service.

**Prestations au personnel à court terme**

L'UPOV a également des passifs comptabilisés pour les prestations à court terme suivantes, dont la valeur est basée sur le montant à payer à chaque fonctionnaire à la date d'établissement des états financiers.

*Congé annuel* : les fonctionnaires ont droit à 30 jours de congé annuel. En vertu du Statut et du règlement du personnel, les fonctionnaires peuvent cumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Quant aux fonctionnaires temporaires, les congés annuels font partie des prestations auxquelles ils ont droit. Comme les fonctionnaires, ils peuvent accumuler des jours de congé non pris et recevoir un paiement en lieu et place lors de la cessation de service; par conséquent, une partie des jours accumulés est considérée comme un passif non courant. Le solde total de la dette à la date d'établissement des états financiers est de 133 524 francs suisses (contre 105 518 francs suisses au 31 décembre 2013).

*Congé dans les foyers* : les fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit, une fois tous les deux ans, à un congé dans les foyers, pour eux et pour les personnes à leur charge, dans le pays dans lequel ils ont été recrutés. Le solde total de la dette à la date d'établissement des états financiers est de 4635 francs suisses (pas de solde de la dette au 31 décembre 2013).

*Heures supplémentaires* : certains fonctionnaires ont droit à une compensation en espèces pour les heures supplémentaires accumulées au terme d'un délai prévu dans le Statut et Règlement du personnel. Le montant total à payer à la date d'établissement des états financiers est de 7929 francs suisses (contre 14 533 francs suisses au 31 décembre 2013).

*Allocations d'études* : les fonctionnaires internationaux, autres que ceux qui vivent dans leur pays d'origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité pour frais d'études couvrant 75% des frais

de scolarité de leurs enfants à charge jusqu'à la quatrième année d'études postsecondaires, mais pas au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant a atteint l'âge de 25 ans. Le montant des allocations d'études payable est fonction du nombre de mois qui se sont écoulés entre le début de l'année scolaire/universitaire et le 31 décembre 2014 pour lesquels les droits sont par conséquent exigibles. Le montant total à la date de clôture est de 15 329 francs suisses (contre 12 054 francs suisses au 31 décembre 2013).

### Prestations post-emploi

*Prime de rapatriement et voyages* : l'UPOV a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement et les voyages à certains fonctionnaires recrutés sur le plan international au moment de leur cessation de service. À la date d'établissement des états financiers, l'obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2014 par un actuaire indépendant :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>(en francs suisses)</i>		
Passif courant	19 868	16 127
Passif non courant	105 317	91 373
<b>Passif total pour les primes de rapatriement et les frais de voyage</b>	<b>125 185</b>	<b>107 500</b>

*Assurance maladie après la cessation de service* : l'UPOV a aussi l'obligation contractuelle de fournir à ses employés des prestations médicales après la cessation de service sous la forme de primes d'assurance pour le contrat d'assurance maladie et accidents. Les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'assurance maladie après la cessation de service s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel, l'UPOV prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance maladie. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les primes mensuelles d'assurance maladie s'élèvent à 538 francs suisses par adulte et à 240 francs suisses par enfant (contre auparavant 552 et 245 francs suisses par adulte et par enfant, respectivement). La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé à la fois sur des obligations de sociétés de haut rang libellées en francs suisses et sur des obligations d'État suisses. Le plan n'est pas financé et ne comprend aucun actif détenu par un fonds à long terme au bénéfice du personnel. À la date d'établissement des états financiers, l'obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2014 par un bureau indépendant :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>(en francs suisses)</i>		
Passif courant	88 878	80 260
Passif non courant	924 752	887 555
<b>Passif total pour l'assurance maladie après la cessation de service</b>	<b>1 013 630</b>	<b>967 815</b>

Le tableau ci-dessous présente en détail les dépenses au titre de l'assurance maladie après la cessation de service comptabilisées dans l'état de la performance financière :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>(en francs suisses)</i>		
Coût des intérêts	24 933	22 355
Frais administratifs courants	55 327	60 086
Amortissement des pertes/(gains) actuariels	-	855
<b>Dépenses comptabilisées dans l'état de la performance financière</b>	<b>80 260</b>	<b>83 296</b>

L'UPOV applique la méthode du corridor pour comptabiliser ses gains et pertes actuariels relatifs à l'AMCS. Selon cette politique comptable, une partie des gains et pertes actuariels nets est comptabilisée si les gains et pertes cumulatifs nets non comptabilisés à la fin de la période précédente dépassent de plus de 10% la valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies à cette date. Le tableau ci-dessous présente en détail les modifications concernant les obligations relatives à des prestations au titre de l'AMCS et permet de rapprocher celles-ci des engagements comptabilisés dans l'état de la situation financière :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
	<i>(en francs suisses)</i>	
<b>Obligations relatives à des prestations définies au début de l'année</b>	1 015 107	1 031 739
Coût des intérêts	24 933	22 355
Frais administratifs courants	55 327	60 086
Cotisations payées	-34 445	-31 214
Pertes/(gains) actuariels relatifs aux obligations	84 604	-67 859
<b>Obligations relatives à des prestations définies à la fin de l'année</b>	<b>1 145 526</b>	<b>1 015 107</b>
Gains/(pertes) actuariels net non comptabilisés	-131 896	-47 292
<b>Engagements comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>	<b>1 013 630</b>	<b>967 815</b>

Les cotisations payées par l'Organisation pour l'AMCS se sont élevées à 34 445 francs suisses en 2014 (contre 31 214 francs suisses en 2013). Pour 2015, le montant des cotisations prévu est de 34 070 francs suisses. Le tableau ci-dessous présente en détail la valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies et les ajustements issus de l'expérience relative aux engagements au titre de l'AMCS pour 2014 et les trois années précédentes :

	2014	2013	2012	2011
	<i>(en francs suisses)</i>			
Obligations relatives à des prestations définies	1 145 526	1 015 107	1 031 739	884 576
Ajustements issus de l'expérience relatifs au (gain)/à la perte sur les engagements	-78 243	-44 201	-3 542	-307 627

Les principaux principes utilisés pour déterminer les engagements au titre de l'AMCS et les obligations relatives à des prestations définies étaient les suivants :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le montant des engagements au titre des prestations</i>		
Escompte	1,20%	2,50%
Taux d'augmentation des traitements	3,52%	3,36%
Hausse des primes d'assurance-maladie	3,00% en 2012 puis réduction linéaire jusqu'à 2,50% en 2017 puis taux constant	3,00% en 2012 puis réduction linéaire jusqu'à 2,50% en 2017 puis taux constant
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le coût net</i>		
Escompte	2,50%	2,20%
Taux d'augmentation des traitements	3,36%	3,44%
Hausse des primes d'assurance-maladie	3,00% en 2012 puis réduction linéaire jusqu'à 2,50% en 2017 puis taux constant	3,00% en 2012 puis réduction linéaire jusqu'à 2,50% en 2017 puis réduction linéaire jusqu'à 2,00% en 2027 puis taux constant

Le taux tendanciel présumé du coût des soins de santé a une incidence significative sur les montants calculés pour l'obligation au titre des prestations médicales après la cessation de service. Une variation d'un point de pourcentage de ce taux aurait les effets ci-après :

Information sur la sensibilité pour l'obligation au titre des prestations médicales après la cessation de service	Diminution de 1% du taux tendanciel présumé du coût des soins de santé	Taux tendanciel présumé du coût des soins de santé appliqué	Augmentation de 1% du taux tendanciel présumé du coût des soins de santé
<i>(en francs suisses)</i>			
Montant des obligations au 31 décembre 2014	964 777	1 145 526	1 378 197
Taux de variation	-15,8%		20,3%
Frais administratifs et coûts des intérêts pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014	62 504	80 260	104 622
Taux de variation	-22,1%		30,4%

### Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Le Règlement de la Caisse des pensions prévoit que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte procède à une évaluation actuarielle tous les deux ans sur la base de la méthode des agrégats avec entrants. L'évaluation actuarielle vise principalement à déterminer si les actifs futurs courants et estimés de la Caisse des pensions suffiront à financer les passifs.

Les engagements financiers de l'UPOV envers la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sont constitués de la cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations membres), ainsi que de la part d'un déficit actuariel éventuel qui pourrait devoir être versée par l'UPOV conformément à l'article 26 du Règlement de la Caisse. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

L'évaluation actuarielle effectuée au 31 décembre 2013 a révélé un déficit actuariel de 0,72% (contre 1,87% lors de l'évaluation de 2011) de la rémunération considérée aux fins de la pension, ce qui implique que le taux de cotisation théorique nécessaire pour parvenir à l'équilibre au 31 décembre 2013 était de 24,42% de la rémunération considérée aux fins de la pension, contre un taux réel de 23,7%. La prochaine évaluation actuarielle aura lieu à compter du 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2013, le ratio de capitalisation des actifs actuariels par rapport aux passifs actuariels, en supposant qu'il n'y ait pas d'ajustement des pensions à l'avenir, était de 127,5% (contre 130% lors de l'évaluation de 2011). Compte tenu du système actuel d'ajustement des pensions, le ratio de capitalisation était de 91,2% (contre 86,2% lors de l'évaluation de 2011).

Sur la base d'une évaluation actuarielle de la Caisse, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2013 le comblement du déficit, prévu à l'article 26 du Règlement de la Caisse, n'était pas nécessaire dans la mesure où la valeur actuarielle des actifs était supérieure à la valeur actuarielle de tous les passifs cumulés de la Caisse. En outre, la valeur des actifs sur le marché était également supérieure à la valeur actuarielle de l'ensemble des passifs à la date de l'évaluation. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

En décembre 2012 et en avril 2013, l'Assemblée générale a autorisé un relèvement à 65 ans de l'âge normal de départ à la retraite et de l'âge obligatoire de cessation de service respectivement pour les nouveaux participants à la Caisse, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au plus tard. La modification y relative du règlement de la Caisse des pensions a été approuvée par l'Assemblée générale en décembre 2013. Le

relèvement de l'âge normal de départ à la retraite est pris en compte dans l'évaluation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 2013.

En 2014, le montant des cotisations versées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies était de 257 286 francs suisses (contre 255 439 francs suisses en 2013). Le montant des cotisations attendues en 2015 s'élève à 278 415 francs suisses.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport au Comité mixte. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org).

#### NOTE 7 : ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
	<i>(en francs suisses)</i>	
Paiement anticipé de contributions	249 866	236 484
Produits sans contrepartie directe différés	469 510	166 164
<b>TOTAL DES ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION</b>	<b>719 376</b>	<b>402 648</b>

Les contributions reçues d'avance sont comptabilisées comme passif d'encaissement par anticipation et comme produits au cours de l'année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l'UPOV de fournir des produits et des services aux prestataires ou à d'autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu'à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

#### NOTE 8 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montants dus à l'OMPI	931 257	541 941
<b>TOTAL DES AUTRES PASSIFS COURANTS</b>	<b>931 257</b>	<b>541 941</b>

Les autres passifs courants sont les montants dus à l'OMPI, correspondant aux services fournis dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV.

#### NOTE 9 : TRANSACTIONS AVEC UNE PARTIE LIÉE

Le Conseil de l'UPOV est composé des représentants des membres de l'Union. Ils ne reçoivent aucune rémunération de l'UPOV.

L'UPOV ne détient aucune participation dans des associations ou des coentreprises et n'a aucune entité contrôlée. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'OMPI. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Selon cet accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte. Conformément à cet accord, le Bureau de l'Union exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Les principaux dirigeants sont le secrétaire général, le secrétaire général adjoint et les administrateurs. Le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de

secrétaire général de l'UPOV. Les autres principaux dirigeants sont rémunérés par l'UPOV. La rémunération globale versée aux principaux dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel. Les principaux dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à laquelle le personnel et l'UPOV contribuent et peuvent également participer à la caisse d'assurance maladie du personnel y compris à la caisse d'assurance maladie après la cessation de service s'ils remplissent les conditions requises.

L'enveloppe de rémunération des principaux dirigeants est indiquée ci-après (il convient de noter que le tableau ne comprend pas le secrétaire général étant donné qu'il ne reçoit aucune rémunération de l'UPOV) :

	2014		2013	
	Nombre de personnes <i>(en moyenne)</i>	Enveloppe de rémunération <i>(en francs suisses)</i>	Nombre de personnes <i>(en moyenne)</i>	Enveloppe de rémunération <i>(en francs suisses)</i>
Principaux dirigeants	5,00	1 167 022	5,19	1 047 215

Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des principaux dirigeants ou à des membres proches de la famille.

#### NOTE 10 : FONDS DE RÉSERVE ET FONDS DE ROULEMENT

	31 décembre 2013			31 décembre 2014
	Solde d'ouverture	Contributions au fonds de roulement	Excédent de l'année	Actif net selon IPSAS
	<i>(en francs suisses)</i>			
Fonds de réserve	1 204 283	-	118 110	1 322 393
Fonds de roulement	540 011	1 667	-	541 678
<b>ACTIF NET</b>	<b>1 744 294</b>	<b>1 667</b>	<b>118 110</b>	<b>1 864 071</b>

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier, l'UPOV dispose d'un fonds de roulement. Au 31 décembre 2014, ce fonds de roulement s'élève à 541 678 francs suisses. Selon les dispositions de cet article, le fonds de roulement est destiné à :

- a) couvrir les dépenses inscrites au budget, dans l'attente du paiement des contributions des membres de l'UPOV;
- b) couvrir les dépenses de caractère imprévu et obligatoire, découlant de l'exécution du programme adopté;
- c) couvrir toute autre dépense qui serait décidée par le Conseil.

Les avances provenant du fonds pour couvrir les dépenses susmentionnées doivent être remboursées conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Le fonds de réserve représente les soldes cumulés de l'UPOV. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV, l'utilisation du fonds de réserve à des fins autres que pour couvrir un déficit relève de la décision du Conseil. Si, après la clôture de l'exercice financier, le montant du fonds de réserve dépasse 15% des recettes totales pour l'exercice financier, l'excédent est remboursé aux membres de l'UPOV, sauf si le Conseil en décide autrement. Tout membre de l'UPOV peut demander que le montant qui lui est remboursé soit déposé sur un compte spécial ou dans un fonds fiduciaire qu'il aura désigné.



**NOTE 11 : RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉTAT DE COMPARAISON BUDGÉTAIRE (ÉTAT V)  
ET L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE (ÉTAT II)**

Le programme et budget de l'UPOV est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et au règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV, et est approuvé par le Conseil. Le programme et budget ordinaire pour l'exercice 2014-2015 prévoyait un budget estimé pour les recettes et les dépenses de 6 794 000 francs suisses.

Pour 2014, soit la première année de l'exercice biennal, les budgets initial et final estimés pour les recettes et les dépenses ont été de 3 397 000 francs suisses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal a été de 3 384 297 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal a été de 3 275 087 francs suisses. L'analyse de la performance budgétaire qui figure à la page 4 des présents états financiers contient une explication des différences significatives entre les montants réels et les montants inscrits au budget.

Le budget et les comptes financiers de l'UPOV sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable avec le budget dans l'état V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité. Le budget de l'UPOV est adopté par le Conseil sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Il n'y a aucune différence temporaire à signaler. Les différences relatives à la base se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale. Les différences relatives à la base comprennent la comptabilisation intégrale des engagements liés aux prestations dues au personnel, des indemnités et des provisions. Les différences d'entité correspondent à l'inclusion dans les états financiers de l'UPOV des fonds fiduciaires qui ne font pas partie du programme et budget ordinaire de l'UPOV. Les différences de présentation, le cas échéant, peuvent correspondre au traitement des achats d'équipements en tant qu'activités de placement dans l'état IV plutôt qu'en tant qu'activités opérationnelles dans l'état V.

	2014			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
<b>Montant réel sur une base comparable (état V)</b>	<b>109 211</b>	-	-	<b>109 211</b>
Changements dans les provisions pour créances	-	-	-	-
Changements dans les engagements liés aux prestations au personnel	8 899	-	-	8 899
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	-303 346	-	-	-303 346
<b>Total des différences relatives à la base</b>	<b>-294 447</b>	-	-	<b>-294 447</b>
Fonds fiduciaires	303 346	-	-	303 346
<b>Total des différences relatives à l'entité</b>	<b>303 346</b>	-	-	<b>303 346</b>
<b>Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)</b>	<b>118 110</b>	-	-	<b>118 110</b>

## NOTE 12 : RECETTES

	Programme et budget ordinaire 2014	Fonds fiduciaires 2014	Transferts intersectoriels 2014	TOTAL UPOV 2014	TOTAL UPOV 2013
<i>(en francs suisses)</i>					
<b>RECETTES</b>					
Contributions	3 333 778	-	-	3 333 778	3 323 050
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	147 765	-	147 765	395 128
Recettes des publications	270	-	-	270	-
Recettes des placements	14 529	28	-	14 557	17 523
Autres/divers recettes	18 717	-	-	18 717	14 737
Frais d'appui aux programmes	17 003	-	-17 003	-	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>3 384 297</b>	<b>147 793</b>	<b>-17 003</b>	<b>3 515 087</b>	<b>3 750 438</b>

Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables en janvier 2014. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu'à ce qu'elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

## NOTE 13 : DÉPENSES

	Programme et budget ordinaire 2014	Fonds fiduciaires 2014	Transferts intersectoriels 2014	TOTAL UPOV 2014	TOTAL UPOV 2013
<i>(en francs suisses)</i>					
<b>DÉPENSES</b>					
Dépenses de personnel	2 134 016	-	-	2 134 016	2 077 237
Voyages et bourses	283 048	130 690	-	413 738	584 920
Services contractuels	217 362	-	-	217 362	336 686
Dépenses de fonctionnement	621 511	100	-	621 611	622 033
Fournitures	10 250	-	-	10 250	22 554
Frais d'appui aux programmes	-	17 003	-17 003	-	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>3 266 187</b>	<b>147 793</b>	<b>-17 003</b>	<b>3 396 977</b>	<b>3 643 430</b>

Les dépenses de personnel incluent les prestations à court terme telles que le salaire de base, l'indemnité de poste, l'allocation familiale, la cotisation à la retraite, les cotisations sociales, les congés dans les foyers et d'autres prestations pour les fonctionnaires et les fonctionnaires temporaires. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les obligations relatives aux prestations au personnel.

Les voyages et bourses comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l'arrivée et d'autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants et les conférenciers dans le cadre d'activités de formation. Les services contractuels comprennent les contrats de louage de services de traducteurs, d'interprètes et d'autres personnes qui ne sont pas membres du personnel. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l'entretien des locaux et les frais bancaires.

## NOTE 14 : INSTRUMENTS FINANCIERS

L'UPOV est exposée à des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de crédit pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques. Sauf si le Conseil en décide autrement, la politique de placement de l'UPOV est la même que celle de l'OMPI. Le

pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements conformément à la politique de placement est délégué au contrôleur de l'OMPI.

### Justes valeurs

On trouvera ci-dessous une comparaison par classe des valeurs comptables et de la juste valeur des instruments financiers de l'UPOV.

	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>	<i>(en francs suisses)</i>	
<b>2014</b>		
Comptes débiteurs	24 476	24 476
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 790 460	4 790 460
	<b>4 814 936</b>	<b>4 814 936</b>
<b>2013</b>		
Comptes débiteurs	167 373	167 373
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 728 930	3 728 930
	<b>3 896 303</b>	<b>3 896 303</b>
<b>Passifs financiers</b>	<i>(en francs suisses)</i>	
<b>2014</b>		
Comptes créanciers	-	-
Autres passifs courants	931 257	931 257
	<b>931 257</b>	<b>931 257</b>
<b>2013</b>		
Comptes créanciers	-	-
Autres passifs courants	541 941	541 941
	<b>541 941</b>	<b>541 941</b>

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs :

- les dépôts en liquide et à court terme, les créances provenant des opérations de change et les comptes de créanciers sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- les créances provenant des opérations qui ne sont pas des opérations de change sont évaluées par l'UPOV sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque. Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'année de clôture.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'UPOV si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des montants à recevoir ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit qui était au 31 décembre 2014 la suivante :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
	<i>(en francs suisses)</i>	
Créances	24 476	167 373
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 790 460	3 728 930
<b>Exposition maximum au risque de crédit</b>	<b>4 814 936</b>	<b>3 896 303</b>

Les comptes débiteurs de l'UPOV proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des gouvernements souverains, c'est pourquoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

Les placements sont détenus auprès de banques présentant un risque souverain ou ayant reçu la note AA- ou une note supérieure. L'UPOV réduit à un minimum le risque de crédit à sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie en détenant ses fonds auprès de banques présentant des notations élevées ou moyennes supérieures. Par conséquent, les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie sont les suivantes :

	AAA	A	Non évalués (fonds en caisse)	Total
31 décembre 2014	<i>(en francs suisses)</i>			
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	3 961 111	829 349	-	<b>4 790 460</b>
Pourcentage	82,7%	17,3%	0,0%	100,0%

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'UPOV de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus. L'UPOV n'est pas fortement exposée au risque de liquidité car elle dispose de fonds de trésorerie considérables. La politique de placement a été élaborée de manière à garantir des placements principalement sous forme de dépôts à court terme.

#### Risque de change

L'UPOV perçoit des recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est donc exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'Union n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

#### Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché comme les taux d'intérêt qui affectent le revenu de l'Union ou la valeur de ses instruments financiers. L'UPOV est très peu exposée au risque de baisse des taux d'intérêt, car seul 0,29% de son budget de fonctionnement est financé à partir des revenus des investissements. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt et le calendrier d'amortissement de ses instruments financiers au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 sont les suivants :

	Taux d'intérêt à la date d'établissement des états financiers		Plus tard que		Total
	Dans un an	1 à 5 ans	5 ans		

**31 décembre 2014** % (en francs suisses)

**Actifs financiers**

Fonds placés auprès de l'AFF	0,150	3 961 111	-	-	3 961 111
------------------------------	-------	-----------	---	---	-----------

	Taux d'intérêt à la date d'établissement des états financiers		Plus tard que		Total
	Dans un an	1 à 5 ans	5 ans		

**31 décembre 2013** % (en francs suisses)

**Actifs financiers**

Fonds placés auprès de l'AFF	0,850	3 196 734	-	-	3 196 734
------------------------------	-------	-----------	---	---	-----------

**Analyse de sensibilité des taux d'intérêt**

Si le taux d'intérêt moyen en 2014 et 2013 avait été plus élevé ou plus bas de 50 points, les intérêts perçus auraient été les suivants (calculs basés sur le montant des intérêts produits pour l'année) :

	Augmentation (+) / diminution (-) en points de base	Effet sur l'excédent
<i>(en francs suisses)</i>		
<b>2014</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
Fonds placés auprès de l'AFF	+50	17 074
	-50	-17 074
<b>2013</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
Fonds placés auprès de l'AFF	+50	15 383
	-50	-15 383

**NOTE 15 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS**

La date d'établissement des états financiers de l'UPOV a été fixée au 31 décembre 2014 et leur publication au 30 juin 2015. Aucun événement favorable ou défavorable ne s'est produit entre la date d'établissement des états financiers et la date à laquelle la publication des états financiers a été autorisée.

**NOTE 16 : INFORMATION SECTORIELLE**

L'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour deux secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; et 2) les fonds fiduciaires (ressources extrabudgétaires). Les fonds fiduciaires représentent les montants administrés par l'UPOV pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés aux principes, aux buts et aux activités de l'UPOV. Le programme et budget ordinaire et les fonds fiduciaires sont comptabilisés séparément dans le système de comptabilité financière.

**État de la situation financière par secteur  
au 31 décembre 2014**  
(en francs suisses)

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Transferts intersectoriels	TOTAL UPOV 2014	TOTAL UPOV 2013
<b>ACTIFS</b>					
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310 620	479 840	-	4 790 460	3 728 930
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	23 446	-	-	23 446	167 248
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	1 020	10	-	1 030	125
Autres actifs courants	-	204 468	-204 468	-	-
	<b>4 335 086</b>	<b>684 318</b>	<b>-204 468</b>	<b>4 814 936</b>	<b>3 896 303</b>
<b>Actifs non courants</b>					
Matériel	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
<b>ACTIF TOTAL</b>	<b>4 335 086</b>	<b>684 318</b>	<b>-204 468</b>	<b>4 814 936</b>	<b>3 896 303</b>
<b>PASSIF</b>					
<b>Passifs courants</b>					
Prestations au personnel	175 039	-	-	175 039	152 525
Avances	249 866	469 510	-	719 376	402 648
Autres passifs courants	920 917	214 808	-204 468	931 257	541 941
	<b>1 345 822</b>	<b>684 318</b>	<b>-204 468</b>	<b>1 825 672</b>	<b>1 097 114</b>
<b>Passifs non courants</b>					
Prestations au personnel	1 125 193	-	-	1 125 193	1 054 895
	1 125 193	-	-	1 125 193	1 054 895
<b>PASSIF TOTAL</b>	<b>2 471 015</b>	<b>684 318</b>	<b>-204 468</b>	<b>2 950 865</b>	<b>2 152 009</b>
Fonds de réserve	1 322 393	-	-	1 322 393	1 204 283
Fonds de roulement	541 678	-	-	541 678	540 011
<b>ACTIF NET</b>	<b>1 864 071</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 864 071</b>	<b>1 744 294</b>

**État de la performance financière par secteur  
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2014**  
(en francs suisses)

	<b>Programme et budget ordinaire</b>	<b>Fonds fiduciaires</b>	<b>Transferts intersectoriels</b>	<b>TOTAL UPOV 2014</b>	<b>TOTAL UPOV 2013</b>
<b>RECETTES</b>					
Contributions	3 333 778	-	-	3 333 778	3 323 050
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	147 765	-	147 765	395 128
Recettes des publications	270	-	-	270	-
Recettes des investissements	14 529	28	-	14 557	17 523
Autres/divers recettes	18 717	-	-	18 717	14 737
Frais d'appui aux programmes	17 003	-	-17 003	-	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>3 384 297</b>	<b>147 793</b>	<b>-17 003</b>	<b>3 515 087</b>	<b>3 750 438</b>
<b>DÉPENSES</b>					
Dépenses de personnel	2 134 016	-	-	2 134 016	2 077 237
Voyages et bourses	283 048	130 690	-	413 738	584 920
Services contractuels	217 362	-	-	217 362	336 686
Dépenses de fonctionnement	621 511	100	-	621 611	622 033
Fournitures	10 250	-	-	10 250	22 554
Frais d'appui aux programmes	-	17 003	-17 003	-	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>3 266 187</b>	<b>147 793</b>	<b>-17 003</b>	<b>3 396 977</b>	<b>3 643 430</b>
<b>EXCÉDENT POUR L'ANNÉE</b>	<b>118 110</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>118 110</b>	<b>107 008</b>

[Fin de l'annexe et du document]